

**Art. 7.** A l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 octobre 2005 portant création de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique « Agence Infrastructure » sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

2° à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

3° à l'article 2, premier alinéa, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

4° à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation ».

**Art. 8.** A l'arrêté ministériel du 4 juillet 2002 fixant les conditions auxquelles la région flamande contribue aux frais lors du transfert d'une route régionale ou d'une partie d'une route régionale aux communes, modifié par l'arrêté du 7 octobre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 4, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

2° à l'article 5, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation ».

**Art. 9.** Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 relatif aux conventions de mobilité, modifié par les arrêtés ministériels des 28 juin 2002, 3 juillet 2002, 18 décembre 2002 et 22 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 3, § 3, deuxième alinéa, de l'annexe VI : Module 4, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

2° à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, deuxième alinéa, de l'annexe VI : Module 5, les mots « Agence Infrastructure » sont remplacés par les mots « Agence Routes et Circulation »;

**Art. 10.** Le Ministre flamand qui a les Travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 novembre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4604

[2007/203461]

#### **18 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée, notamment, par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1046/2006 du Conseil du 18 septembre 2006;

Vu le règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1468/2006 du Conseil du 18 septembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relatif au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu le protocole de coopération du 6 décembre 2005 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu le 9 mars 2007;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 18 octobre 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008 du règlement "OCM unique" qui regroupera en un seul texte les 21 organisations communes actuelles (OCM) dans le secteur agricole dont l'OCM lait et produits laitiers;

Vu la nécessité de maintenir un tissu agricole performant dans les zones herbagères où le secteur bovin laitier ou viandeux est la principale source de revenu agricole et de faciliter l'installation de jeunes producteurs en allégeant les charges de productions laitières;

Vu la nécessité de maintenir un système de quota laitier existant performant en l'adaptant aux réalités du marché, en tenant notamment compte de l'intégration au 1<sup>er</sup> avril 2006 de la prime aux produits laitiers et des paiements supplémentaires y relatifs dans le régime de paiement unique;

Vu la nécessité de préciser les conditions d'exploitation et transfert de terres et de diminuer la pression financière par une diminution progressive du montant d'indemnisation des quantités libérées ou réallouées via le Fonds des quotas et, d'autre part, de préciser les critères de sanction en cas d'inactivité;

Considérant que cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois prenant cours le 1<sup>er</sup> avril 2008;

Considérant l'urgence car la date limite pour l'introduction de demandes de transferts en cumul ou d'accès au fonds des quotas, qui prendront effet le 1<sup>er</sup> avril 2008, est fixée au 30 novembre, et que les intéressés doivent pouvoir faire ces demandes en pleine connaissance de cause;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au point 6<sup>o</sup>, b3, le tiret deux est remplacé par la disposition suivante : "Le groupement peut être producteur-cessionnaire selon les dispositions des articles 9 et 10 et producteur-cédant au sens de l'article 1<sup>er</sup>, point 15<sup>o</sup>. Dans ce dernier cas, l'unité de production laitière et toutes les quantités de référence d'un (ou des deux) membre(s) du groupement peuvent être transférées respectivement à un (ou deux) producteur(s)-cessionnaire(s) qui les repren(nen)t selon les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> point 15<sup>o</sup>, à la condition que ce (ou ces) producteur(s)-cessionnaire(s) devien(nen)t membre(s) du groupement en lieu et place du (ou des) membre(s) dont il(s) a (ont) repris l'unité de production et les quantités de référence. Dans tous les cas, l'acte authentique doit faire l'objet d'une adaptation dans les deux mois de la notification du transfert par l'administration;"

2<sup>o</sup> au point 15<sup>o</sup>, les adaptations suivantes sont apportées :

- au point *a*, la disposition suivante est ajoutée : "lorsque le producteur-cédant est redevable auprès de l'Administration d'un montant monétaire pour des réallocations antérieures, dont il aurait bénéficié selon les dispositions de l'article 15, les quantités de référence reprises sont réduites à concurrence de quantités dont la valeur monétaire globale est équivalente au montant du, selon les dispositions de l'article 15";

- au point *b*, les mots "s'il reprend une fois durant une période de neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence une autre unité de production laitière sise," sont remplacés par les mots "s'il reprend une fois au cours des neuf années à partir de la date de transfert de la quantité de référence et avant le 1<sup>er</sup> avril 2015 une autre unité de production laitière sise,";

- au point *c*, d'une part, les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 en cas de reprise après le 31 mars 2007" sont insérés entre les mots "de la date de transfert de la quantité de référence" et les mots ", sauf si la totalité" et les mots "ou une partie" sont insérés entre les mots "sauf si la totalité" et les mots "de la quantité de référence fait". D'autre part, les mots "Durant cette période" sont remplacés par les mots "Durant ces 9 ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007".

La disposition suivante est ajoutée au même point *c* : "lors d'une libération, totale ou partielle, l'éventuel montant monétaire dont le producteur concerné serait encore redevable à l'Administration pour des réallocations antérieures, dont il aurait bénéficié selon les dispositions de l'article 15, viennent en déduction du montant de l'indemnisation pour ladite libération"

- au point *d*, les mots "cette période de" sont remplacés par les mots "ces" et les mots "une nouvelle période de neuf ans" sont remplacés par les mots "neuf autres années";

- au point *e*, les mots "cette même période," sont remplacés par "ces mêmes neuf années,".

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots "de l'article 15" sont remplacés par les mots "des articles 9, 10 et 15";

2<sup>o</sup> au point *a* sont apportées les modifications suivantes :

- les mots "En cas de reprise d'exploitation telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>," sont insérés avant les mots "la quantité de référence transférée";

- la disposition suivante "cette disposition ne trouve pas à s'appliquer en cas de transferts de quantités de référence tels que visés aux articles 9, § 1<sup>er</sup> et § 2, et 10 à un producteur-cessionnaire qui dispose, à partir de la date d'effet du transfert et jusqu'au 31 mars 2015, de suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l'article 15, § 2, 2<sup>o</sup>, alinéa 2, de sorte que ses quantités de référence globales ne dépassent pas 20.000 litres par hectare;" est ajoutée après les mots "les autorités communales respectives."

Dans tous les cas, lorsque le producteur-cédant est redevable auprès de l'Administration d'un montant monétaire pour des réallocations antérieures, dont il aurait bénéficié selon les dispositions de l'article 15, les quantités de référence reprises sont réduites à concurrence de quantités dont la valeur monétaire globale est équivalente au montant du, selon les dispositions de l'article 15";

3<sup>o</sup> au point *b*, sont apportées les modifications suivantes :

- les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les transferts dont la date d'effet est après le 31 mars 2007" sont insérés entre les mots "transfert de la quantité de référence," et les mots "sauf en cas de force majeure,";

- les mots "une nouvelle période de" sont supprimés;

- la disposition suivante est ajoutée : "Toutefois, pour les transferts dont la date d'effet est après le 31 mars 2007, le producteur-cessionnaire doit respecter les mêmes obligations que son cédant jusqu'au 31 mars 2015."

**Art. 3.** Dans l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, tiret 1, le mot "ascendant" est inséré après le mot "parent" et après les mots "ou allié";

2° au § 3, 6°, sont apportées les modifications suivantes :

- les mots "la période de" sont supprimés;
- les mots "pour les transferts réalisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2006 sont insérés entre les mots "de l'article 5, b," et les mots "les 90 %";
- le point 6° est complété par la disposition suivante : "Pour les transferts réalisés après le 31 mars 2007, le calcul proportionnel se fait en tenant compte des superficies de terres reprises non exploitées de façon continue jusqu'au 31 mars 2015 et de la superficie totale des terres reprises."

**Art. 4.** Dans l'article 10, les mots "520 000" et "720 000" sont remplacés par les mots "600 000" et "800 000".

**Art. 5.** Dans l'article 11, § 2, du même arrêté, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 6.** Dans l'article 13 du même arrêté, la disposition suivante est ajoutée au § 6 " Lorsque le ou les producteur(s) concerné(s) est (sont) redevable(s) auprès de l'Administration d'un montant monétaire pour des réallocations antérieures, dont il(s) aura(en)t bénéficié selon les dispositions de l'article 15, les quantités de référence libérées sont réduites à concurrence de quantités dont la valeur monétaire globale est équivalente aux montants dus par le(s) intéressé(s), selon les dispositions de l'article 15."

**Art. 7.** L'article 14 du même arrêté est modifié comme suit.

1° au § 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

- les mots "en cas de reprise d'exploitation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 15°, ou justifiant la disponibilité de suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l'article 15, § 2, 2°, alinéa 2, dans le chef du preneur en cas de mise en commun de quantités de référence au sens des articles 5, 9 et 10" sont insérés après les mots "justificatifs du transfert de terres";
- le mot ", disponibles," est inséré, d'une part, entre les mots "Les parcelles de terres transférées" et les mots "ou mises à disposition" et, d'autre part, entre les mots "avec les quantités de référence" et le mot "ou mises à disposition";
- les mots ", le preneur d'une mise en commun de quantités de référence" sont insérés, d'une part, entre les mots "déclarées par le cédant" et les mots "ou par les membres producteurs" et, d'autre part, entre les mots ", le producteur cédant" et les mots "ou les membres du";
- le mot "disponible" est inséré entre les mots "au cours de la période en cours les terres qu'il cède" et les mots "ou mettent à disposition du producteur";

2° au § 2, les deux derniers alinéas sont supprimés;

3° au § 3, la disposition suivante "Pour les mises en commun de quantités de référence, sans reprise de terres du cédant, le preneur doit amener la preuve de la disponibilité de suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l'article 15, § 2, 2°, alinéa 2, au plus tard à la date d'effet de mise en commun." est placée avant les mots "En cas de reprise d'exploitation ou de constitution du producteur visé".

**Art. 8.** Dans l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 2°, les mots "l'indemnité s'élève à 0,25 EUR", "0,0002 EUR par 0,01 grammes" et "37 grammes" sont respectivement remplacés par "l'indemnité s'élève à 0,20 EUR", "0,0053 EUR par gramme" et "38 grammes".

Ce point 2° est complété comme suit : "A compter de la période 2008-2009 l'indemnité s'élève à 0,15 EUR par litre de lait à 38 grammes de matières grasses; selon la teneur représentative en matière grasse, le montant de l'indemnité est augmenté ou diminué à raison de 0,0039 EUR par gramme au-dessus ou en dessous de 38 grammes."

Au point 7° du même § 1<sup>er</sup>, le point b est remplacé par la disposition suivante :

"b) les autres producteurs.

La réallocation s'opère de manière que : par zone, les producteurs âgés de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante obtiennent une quantité égale à deux fois la quantité réallouée aux autres producteurs.

Chaque producteur qui entre en ligne de compte, dans chaque catégorie, obtient une quantité égale ou inférieure à la quantité demandée selon les dispositions du point 5°;

2° au § 2 du même article 15 sont apportées les modifications suivantes : au point 2°, la disposition "il ne peut pas disposer, avant réallocation d'une quantité de référence totale pour livraisons et pour ventes directes, dépassant 20 000 litres par hectare de superficies fourragères de l'exploitation;" est remplacée par la disposition suivante "il ne peut pas, avant réallocation, disposer d'une quantité de référence totale pour livraisons et pour ventes directes dépassant 20 000 litres par hectare de superficies fourragères de l'exploitation et il devra prouver qu'il disposera à partir de la date de la réallocation et jusqu'au 31 mars 2015 de superficie fourragères suffisantes de sorte que ses quantités de référence globale ne dépassent pas 20.000 litres par hectare";

3° au § 2 du même article 15, la disposition reprise au point 7° est supprimée.

**Art. 9.** Dans l'article 16, § 3, du même arrêté, les mots "ou pour une quantité supérieure à celle-ci" sont insérés après les mots "à la réserve nationale".

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2007.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4604

[2007/203461]

**18. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004  
über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1046/2006 des Rates vom 18. September 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1468/2006 des Rates vom 18. September 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik,

Aufgrund des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Agrarpolitik auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls vom 6. Dezember 2005 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung der Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert am 9. März 2007;

Aufgrund der am 18. Oktober 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des Inkrafttretens am 1. Januar 2008 der Verordnung zur Einführung einer einzigen GMO, durch die die 21 derzeitigen gemeinsamen Organisationen (GMO) im landwirtschaftlichen Sektor - zu denen die GMO für Milch und Milcherzeugnisse gehört - in einen einzigen Text zusammengelegt werden;

Aufgrund der Notwendigkeit, ein effizientes landwirtschaftliches Gefüge in den Grünlandflächen, auf denen der Rindersektor (Milch und Fleisch) die Hauptquelle des Agrareinkommens ist, beizubehalten und die Niederlassung von Junglandwirten durch die Ermäßigung der Kosten der Milchproduktionen zu erleichtern;

Aufgrund der Notwendigkeit, ein bestehendes effizientes Milchquotensystem beizubehalten und es an die Marktlage anzupassen, insbesondere unter Berücksichtigung der am 1. April 2006 eingefügten Prämie für Milcherzeugnisse und der diesbezüglichen Ergänzungszahlungen in die Betriebsprämienregelung; Aufgrund der Notwendigkeit, einerseits die Bedingungen für den Betrieb und die Übertragung von Ländereien zu präzisieren und den Finanzdruck durch eine progressive Ermäßigung des Entschädigungsbetrags der über den Quotenfonds freigegebenen oder neu aufgeteilten Mengen und andererseits die Kriterien der Strafe im Fall einer Inaktivität zu präzisieren;

In der Erwägung, dass diese Regelung auf den Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2008 beginnt;

In Erwägung der Dringlichkeit, da das äußerste Datum für das Einreichen der Anträge auf Übertragungen durch Zusammenlegung oder auf Zugang zum Quotenfonds, die am 1. April 2008 in Kraft treten, am 30. November festgelegt ist, und da die Betroffenen die Möglichkeit haben müssen, diese Anträge in Kenntnis der Sachlage einzureichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 6°, b3 wird der Strich 2 durch folgende Bestimmung ersetzt: "Nach den in den Artikeln 9 und 10 vorgesehenen Bestimmungen darf die Milcherzeugergemeinschaft übernehmender Erzeuger und nach den Bestimmungen von Artikel 1, Punkt 15° darf er überlassender Erzeuger sein. In diesem letzten Fall können die Milchproduktionseinheit und die gesamten Referenzmengen von einem (oder von beiden) Mitglied(er) der Gemeinschaft bzw. auf einen (oder zwei) übernehmenden Erzeuger übertragen werden, der (die) diese nach den Bestimmungen von Artikel 1, Punkt 15° übernimmt (übernehmen), unter der Bedingung, dass dieser (oder diese) übernehmende(n) Erzeuger Mitglied(er) der Gemeinschaft wird (werden), anstelle des (der) Mitglieds (Mitglieder), von dem (denen) er (sie) die Produktionseinheit und die Referenzmengen übernommen hat (haben). In allen Fällen muss die authentische Urkunde Gegenstand einer Anpassung innerhalb von zwei Monaten nach der Mitteilung der Übertragung durch die Verwaltung sein;"

2° in Punkt 15° werden folgende Anpassungen vorgenommen:

- in Punkt a wird folgende Bestimmung hinzugefügt: "Wenn der überlassende Erzeuger der Verwaltung einen Geldbetrag schuldig ist, für vorherige Neufaufteilungen, die er gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 in Anspruch genommen hat, werden die übernommenen Referenzmengen in Höhe der Mengen, deren gesamter Geldwert dem zu zahlenden Betrag nach den Bestimmungen von Artikel 15 entspricht, ermäßigt";

- in Punkt b werden die Wörter "wenn er während eines Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge einmal eine andere Milchproduktionseinheit übernimmt," durch die Wörter "wenn er während eines Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge und vor dem 1. April 2015 einmal eine andere Milchproduktionseinheit übernimmt," ersetzt;

- in Punkt c wird einerseits der Wortlaut "dieser Betrieb ist, so wie er übernommen worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge, es sei denn die gesamte Referenzmenge ist Gegenstand einer Freigabe" durch den Wortlaut "dieser Betrieb ist, so wie er übernommen worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Übernahme nach dem 31. März 2007, es sei denn die gesamte Referenzmenge oder einen Teil davon ist Gegenstand einer Freigabe" ersetzt. Andererseits wird der Wortlaut "Während dieses Zeitraums" durch den Wortlaut "Während diese neun Jahre oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" ersetzt;

Die folgende Bestimmung wird diesem Punkt c hinzugefügt: "Bei einer ganzen oder teilweisen Freigabe wird der eventuelle Geldbetrag, den der Erzeuger der Verwaltung für vorherige Neufaufteilungen, die er gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 in Anspruch genommen hat, noch schuldig wäre, vom Betrag der Entschädigung für die besagte Freigabe abgezogen";

- in Punkt d wird der Wortlaut "während dieses Zeitraums von neun Jahren" durch den Wortlaut "während dieser neun Jahre" und der Wortlaut "während eines neuen Zeitraums von neun Jahren" durch den Wortlaut "während neun weiteren Jahren" ersetzt;

- in Punkt e wird der Wortlaut "während desselben Zeitraums" durch den Wortlaut "während derselben neun Jahre" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "von Artikel 15" wird durch den Wortlaut "von Artikeln 9, 10 und 15" ersetzt.

2° in Punkt a werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "die übertragene Referenzmenge darf" wird durch den Wortlaut "bei einer wie in Artikel 1, 15°, erwähnten Betriebsübernahme darf die übertragene Referenzmenge" ersetzt;

- die folgende Bestimmung wird nach dem Wortlaut "die von den jeweiligen Gemeindebehörden für gleichlautend genehmigt worden sind;" hinzugefügt: "Diese Bestimmung findet keine Anwendung im Fall der in den Artikeln 9, § 1 und § 2 und 10 erwähnten Übertragungen von Referenzmengen auf einen übernehmenden Erzeuger, der ab dem Datum des Wirksamwerdens der Übertragung und bis zum 31. März 2015 über genügend wie in Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 erwähnten Futterflächen verfügt, so dass seine gesamten Referenzmengen 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten;"

In allen Fällen, wenn der überlassende Erzeuger der Verwaltung für vorherige Neufaufteilungen, die er gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 in Anspruch genommen hat, einen Geldbetrag schuldig ist, werden die übernommenen Referenzmengen in Höhe der Mengen, deren gesamte Geldwert dem zu zahlenden Betrag nach den Bestimmungen von Artikel 15 entspricht, ermäßigt";

3° in Punkt b werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "oder bis zum 31. März 2015 für die Übertragungen, deren Datum des Wirksamwerdens nach dem 31. März 2007 liegt," wird zwischen den Wortlaut "ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge" und den Wortlaut "durch den übernehmenden Erzeuger bewirtschaftet werden" eingefügt.

- der Wortlaut "während eines neuen Zeitraums von neun Jahren" wird durch den Wortlaut "während neun Jahren" ersetzt;

- die folgende Bestimmung wird hinzugefügt: "Für die Übertragungen, deren Datum des Wirksamwerdens nach dem 31. März 2007 liegt, muss der übernehmende Erzeuger jedoch bis zum 31. März 2015 dieselben Verpflichtungen wie seiner Überlasser einhalten."

**Art. 3** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, erster Strich werden die Wörter "oder in aufsteigender Linie" zwischen die Wörter "im ersten Grad" und "verwand" eingefügt;

2° in § 3, 6° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "während des Zeitraums von neun Jahren" wird durch den Wortlaut "während neun Jahre" ersetzt;

- der Wortlaut "und für die vor dem 1. April 2006 vorgenommenen Übertragungen" wird zwischen den Wortlaut "der in Artikel 5 b angeführten Bestimmung" und den Wortlaut "werden 90% der Referenzmenge" eingefügt;

- Punkt 6° wird durch folgende Bestimmung ergänzt: "Für die vor dem 31. März 2007 vorgenommenen Übertragungen wird die proportionale Berechnung unter Berücksichtigung der übernommenen Ländereien, die bis zum 31. März 2015 nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind, sowie der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien durchgeführt."

**Art. 4** - In Artikel 10 werden die Zahlen "520 000" und "720 000" durch die Zahlen "600 000" und "800 000" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 11, § 2 desselben Erlasses wird der letzte Absatz gestrichen.

**Art. 6** - In Artikel 13 desselben Erlasses wird die folgende Bestimmung dem § 6 hinzugefügt: "Wenn der oder die überlassenden Erzeuger der Verwaltung einen Geldbetrag schuldig ist (sind), für vorherige Neufaufteilungen, die er (sie) gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 in Anspruch genommen hat (haben), werden die übernommenen Referenzmengen in Höhe der Mengen, deren gesamte Geldwert dem durch den (die) Betroffenen zu zahlenden Betrag nach den Bestimmungen von Artikel 15 entspricht, ermäßigt."

**Art. 7** - Artikel 14 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

2° in § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "im Fall einer Betriebsübernahme im Sinne von Artikel 1, 15° oder die die Verfügbarkeit von genügenden Futterflächen rechtfertigen, wie sie in Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 angegeben sind, seitens des Übernehmers im Fall einer Zusammenlegung von Referenzmengen im Sinne der Artikel 5, 9 und 10" wird nach dem Wortlaut "Übertragung von Ländereien beizufügen sind" eingefügt.

- Einerseits wird der Wortlaut "oder verfügbaren" zwischen den Wortlaut "Die übertragenen" und den Wortlaut "oder dem in Artikel 1, 6° angeführten Erzeuger zur Verfügung gestellten Parzellen" eingefügt; andererseits wird der Wortlaut "oder verfügbar sind" zwischen den Wortlaut "übertragen wurden" und den Wortlaut "oder dem in Artikel 1, 6° angeführten Erzeuger zur Verfügung gestellt wurden" eingefügt;

- der Wortlaut "dem Übernehmer einer Zusammenlegung von Referenzmengen" wird einerseits zwischen dem Wortlaut "von dem Überlasser" und dem Wortlaut "oder den Mitgliedern" und andererseits zwischen dem Wortlaut "der Überlasser" und dem Wortlaut "oder die Mitglieder" eingefügt;

- der Wortlaut "die verfügbar sind" wird zwischen den Wortlaut "die sie dem in Artikel 1, 6° b angeführten Erzeuger überlassen" und den Wortlaut "oder ihm zu Verfügung stellen" eingefügt;

2° im § 2 werden die beiden letzten Absätze gestrichen;

3° in § 3 wird die folgende Bestimmung vor den Wortlaut "Bei einer Betriebsübernahme oder der Bildung einer Erzeugergemeinschaft" gestellt: "Für die Zusammenlegungen von Referenzmengen ohne Übernahme von Ländereien des Überlassers muss der Übernehmer spätestens am Datum des Wirksamwerdens der Zusammenlegung den Beweis der Verfügbarkeit von genügenden Futterflächen, wie sie in Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 angegeben sind, erbringen".

**Art. 8** - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, 2° wird der Wortlaut "beläuft sich die Vergütung auf 0,25 EUR", "0,0002 EUR je 0,01 Gramm" und "37 Gramm" jeweils den Wortlaut "beläuft sich die Vergütung auf 0,20 EUR", "0,0053 EUR je Gramm" und "38 Gramm" ersetzt.

Dieser Punkt 2° wird wie folgt ergänzt: "Ab dem Zeitraum 2008-2009 beläuft sich die Vergütung auf 0,15 EUR je Liter Milch mit einem Fettgehalt von 38 Gramm; je nach dem repräsentativen Fettgehalt wird der Betrag der Vergütung um 0,039 EUR pro Gramm über oder unter 38 Gramm erhöht oder verringert".

In Punkt 7° desselben § 1 wird der Punkt b durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"b) die anderen Erzeuger.

Die Neuaufteilung wird so durchgeführt, dass: die Erzeuger, die das Alter von 35 Jahren am 1. April des darauffolgenden Zeitraums noch nicht erreicht haben, pro Zone eine Menge erhalten, die dem Doppelten Wert der den anderen Erzeugern neu aufgeteilten Menge entspricht.

Jedem der Erzeuger, der in jeder der Kategorien in Frage kommt, wird die gleiche Menge oder eine Menge, die kleiner als die nach den Bestimmungen vom Punkt 5° beantragten Menge ist, gewährt;"

2° in § 2 desselben Artikels 15 werden folgende Abänderungen vorgenommen: in Punkt 2° wird die Bestimmung "vor der Neuaufteilung darf er nicht über eine gesamte Referenzmenge für Lieferungen und Direktverkäufe von mehr als 20 000 Liter je Hektar Futterfläche des Betriebs verfügen;" durch die folgende Bestimmung ersetzt "er darf vor der Neuaufteilung nicht über eine gesamte Referenzmenge für Lieferungen und Direktverkäufe von mehr als 20 000 Liter je Hektar Futterfläche des Betriebs verfügen und er muss den Beweis erbringen, dass er ab dem Datum der Neuaufteilung und bis zum 31. März 2015 über genügende Futterflächen verfügen wird, so dass seine gesamten Referenzmengen 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten;"

3° in § 2 desselben Artikels 15 wird die unter Punkt 7° angeführte Bestimmung gestrichen.

**Art. 9** - In Artikel 16, § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "ober für eine größere Menge als diese" nach dem Wortlaut "der nationalen Reserve zugeführt würde, einreichen" eingefügt.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2007 in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4604

[2007/203461]

18 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004  
betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij, o.a., het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten, voor het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1406/2006 van de Raad van 18 september 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten, voor het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1468/2006 van de Raad van 18 september 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de uitvoeringsbepalingen inzake de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visvangst;

Gelet op het samenwerkingsprotocol van 6 december 2005 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, voor het laatst gewijzigd op 9 maart 2007;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 oktober 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de inwerkingtreding op 1 januari 2008 van de verordening "eenmalige GMO" tot samenvoeging in één enkele tekst van de 21 huidige gemeenschappelijke marktordeningen (GMO) in de landbouwsector, waaronder de GMO melk en zuivelproducten;

Overwegende dat het noodzakelijk is een performant landbouwsubstraat in stand te houden in de weidegebieden waar de sector van de melk- en vleesrunderen de voornaamste bron van landbouwinkomsten is en de installatie van jonge producten te vergemakkelijken door de lasten van de melkproducties te verlagen;

Overwegende dat het noodzakelijk is een performant melkquotasysteem in stand te houden door het aan de marktrealiteiten aan te passen, rekening houdend met, o.a., het feit dat de premie voor melkproducten en de desbetreffende bijkomende betalingen op 1 april 2006 in de bedrijfsstoelageregeling zijn opgenomen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de voorwaarden voor landexploitatie en -overdracht te bepalen en de financiële druk te verminderen door een geleidelijke verlaging van het bedrag van de vergoeding van de vrijgemaakte of via het quotafonds herverdeelde hoeveelheden en dat anderzijds sanctiecriteria in geval van inactiviteit vastgelegd moeten worden;

Overwegende dat deze regelgeving toegepast moet worden over de periode van twaalf maanden die ingaat op 1 april 2008;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid daar de grensdatum voor de indiening van aanvragen tot gecumuleerde overdrachten of toegang tot het quotafonds, die uitwerking zullen hebben op 1 april 2008, vastgelegd is op 30 november, en dat de betrokkenen deze aanvragen met kennis van zaken moeten kunnen indienen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 6°, b3, wordt het tweede streepje vervangen als volgt : "De groepering mag producent-overnemer zijn overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 9 en 10 en producent-overdrager in de zin van artikel 1, punt 15°. In het laatste geval kunnen de melkproductie-eenheid en alle referentiehoeveelheden van een lid (of twee leden) van de groepering overgedragen worden naar één producent-overnemer (of twee producenten-overnemers) door wie ze overgenomen worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 15°, voorzover deze producent(en)-overnemer(s) lid van de groepering wordt (worden) in plaats van het lid (de leden) van wie hij (zij) de productie-eenheid en de referentiehoeveelheden heeft (hebben) overgenomen. In alle gevallen wordt de authentieke akte aangepast binnen twee maanden na kennisgeving van de overdracht door de administratie";

2° in punt 15° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- punt a wordt aangevuld met volgende bepaling : "als de producent-overnemer de Administratie een geldbedrag verschuldigd is voor vroegere herverdelingen die hij genoten zou hebben overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, worden de overgenomen referentiehoeveelheden verminderd ten belope van hoeveelheden waarvan de globale geldwaarde overeenstemt met het verschuldigde bedrag, overeenkomstig de bepalingen van artikel 15";

- in punt b worden de woorden "als hij eenmaal tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum waarop de referentiehoeveelheid overgedragen wordt, een andere melkproductie-eenheid overneemt" vervangen door de woorden "als hij eenmaal in de loop van de negen jaar, met ingang op de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid, en vóór 1 april 2015 een andere melkproductie-eenheid overneemt";

- in punt c worden de woorden "of tot 31 maart 2015 in geval van overname na 31 maart 2007" ingevoegd tussen de woorden "de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid" en de woorden ", behalve als de totale referentiehoeveelheid " en worden de woorden " behalve als de totale referentiehoeveelheid is vrijgemaakt" vervangen door de woorden "behalve als de referentiehoeveelheid volledig of gedeeltelijk is vrijgemaakt". Anderzijds worden de woorden "Tijdens deze periode" vervangen door de woorden "Gedurende deze 9 jaar of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007".

Hetzelfde punt c wordt aangevuld met volgende bepaling: "bij een volledige of gedeeltelijke vrijmaking wordt het eventuele geldbedrag dat betrokken producent de Administratie nog verschuldigd zou zijn voor vroegere herverdelingen die hij genoten zou hebben overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, afgehouden van het bedrag van de vergoeding voor bedoelde vrijmaking";

- in punt d worden de woorden "deze periode van" vervangen door de woorden "deze" en de woorden "een nieuwe periode van negen jaar" vervangen door de woorden "negentien jaren";

- in punt e worden de woorden "deze zelfde periode," vervangen door de woorden "dezelfde negentien jaren,".

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "van artikel 15" worden vervangen door de woorden "van de artikelen 9, 10 en 15";

2° in punt a worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "in geval van overname van een bedrijf" zoals bedoeld in artikel 1, 15°, worden vóór de woorden "de overgedragen referentiehoeveelheid" ingevoegd;

- na de woorden "de door de respectievelijke gemeentelijke overheden voor eensluidend verklaarde handtekeningen" wordt volgende bepaling ingevoegd: "in geval van overdracht van referentiehoeveelheden zoals bedoeld in de artikelen 9, § 1 en § 2, en 10 is deze bepaling niet van toepassing op een producent-overnemer die vanaf de datum van uitwerking van de overdracht en tot 31 maart 2015 beschikt over voldoende voederoppervlakte zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid, zodat zijn globale referentiehoeveelheden niet meer bedragen dan 20 000 liter per hectare".

In elk geval worden de overgenomen referentiehoeveelheden overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 verminderd ten belope van hoeveelheden waarvan de globale geldwaarde overeenstemt met het verschuldigde bedrag als de producent-overdrager de Administratie een geldbedrag verschuldigd is voor vroegere herverdelingen die hij genoten zou hebben overeenkomstig de bepalingen van artikel 15°;

3° in punt b worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- tussen de woorden "de overname van de referentiehoeveelheid," en "behoudens in geval van overmacht" worden de woorden "of tot 31 maart 2015 voor de overdrachten die uitwerking hebben na 31 maart 2007" ingevoegd;

- de woorden "een nieuwe periode van" worden geschrapt;

- de volgende bepaling wordt toegevoegd: "Voor overdrachten die na 31 maart 2007 uitwerking hebben, voldoet de producent-overnemer tot 31 maart 2015 aan dezelfde verplichtingen als zijn overdrager.".

**Art. 3.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste streepje, worden de woorden "bloed- of aanverwant in de eerste graad" vervangen door de woorden bloedverwant, bloedverwant in de opgaande lijn of aanverwant in de eerste graad";

2° in § 3, 6°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "de periode van" worden geschrapt;

- tussen de woorden "toegewezen," en "evenwel" worden de woorden "wat betreft de overdrachten uitgevoerd vóór 1 april 2006" ingevoegd;

- punt 6° wordt aangevuld met volgende bepaling: "Voor de overdrachten uitgevoerd na 31 maart 2007 wordt de evenredige berekening verricht met inachtneming van de overgenomen grondoppervlaktes die niet doorlopend uitgbaat worden tot 31 maart 2015 en met de totaaloppervlakte van de overgenomen gronden."

**Art. 4.** In artikel 10 worden de aantallen "520 000" en "720 000" door de aantallen "600 000" en "800 000" vervangen.

**Art. 5.** In artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit wordt het laatste lid geschrapt.

**Art. 6.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt § 6 aangevuld met volgende bepaling: "Als betrokken producent(en) de Administratie een geldbedrag verschuldigd is (zijn) voor vroegere herverdelingen die hij (ze)overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 genoten zou(den) hebben, worden de vrijgemaakte referentiehoeveelheden verminderd ten belope van hoeveelheden waarvan de globale geldwaarde overeenstemt met de door betrokkene(n) verschuldigde bedragen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 15°;"

**Art. 7.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- na de woorden "worden toegevoegd" worden de woorden "bij een bedrijfsovername in de zin van artikel 1, 15°, of waaruit blijkt dat voldoende voederoppervlakte beschikbaar is zoals nader bepaald in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid,, in hoofde van de overnemer in geval van samenvoeging van referentiehoeveelheden in de zin van de artikelen 5, 9 en 10°;

- de zin "De overgedragen percelen moeten worden aangegeven op de kaarten van de oppervlakteaangiften" wordt vervangen door de zin "De overgedragen percelen die beschikbaar zijn of ter beschikking gesteld worden, moeten op de kaarten van de oppervlakteaangiften aangegeven worden" en de woorden "De met de referentiehoeveelheden overgedragen gronden" worden vervangen door de woorden "De met de beschikbare of ter beschikking gestelde referentiehoeveelheden overgedragen gronden";

- de woorden "de overnemer van een samenvoeging van referentiehoeveelheden" worden ingevoegd tussen de woorden "door de overdrager aangegeven zijn in zijn oppervlakteaangifte van het kalenderjaar voorafgaand aan de lopende periode," en "of door de leden-producenten", enerzijds, en tussen de woorden "de producent-overdrager" en "of de leden van", anderzijds;

- na de woorden "Bij gebrek aan die laatste aangifte kan de producent-overdrager de overgedragen gronden" worden de woorden "die beschikbaar zijn of ter beschikking van de producent gesteld worden" ingevoegd;

2° in § 2 worden de twee laatste leden geschrapt;



3° in § 3 wordt de zin "Voor samenvoegingen van referentiehoeveelheden zonder overname van gronden van de overdrager, moet de overnemer uiterlijk op de samenvoegingsdatum aantonen dat voldoende voederoppervlakte beschikbaar is zoals nader bepaald in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid. » ingevoegd vóór de woorden "In geval van bedrijfsovername of van oprichting van betrokken producent".

**Art. 8.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, worden de woorden "bedraagt de vergoeding 0,25 EUR", "0,0002 EUR per 0,01 gram" en "37 gram" respectievelijk vervangen door de woorden "bedraagt de vergoeding 0,20 EUR", "0,0053 EUR per gram" en "38 gram".

Dit punt 2° wordt aangevuld als volgt : "Vanaf de periode 2008-2009 bedraagt de vergoeding 0,15 EUR per liter melk dat 38 gram vetstoffen bevat; al naar gelang van het representatieve vetstofgehalte wordt het bedrag van de vergoeding verhoogd of verminderd met 0,0039 EUR per gram boven of onder 38 gram. »

in dezelfde § 1, punt 7°, wordt *b* vervangen als volgt :

"*b*) de overige producenten.

De herverdeling wordt doorgevoerd opdat : de producenten die jonger zijn dan 35 jaar op 1 april van de volgende periode per zone een hoeveelheid zouden krijgen die gelijk is aan tweemaal de hoeveelheid die onder de overige producenten herverdeeld wordt.

In elke categorie krijgt elke producent die in aanmerking komt een hoeveelheid gelijk aan of kleiner dan de hoeveelheid aangevraagd volgens de bepalingen van punt 5°;

2° in hetzelfde artikel 15, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht : in punt 2° wordt de bepaling "vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die de 20 000 liter per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt;" vervangen door de bepaling "vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die 20 000 liter per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt en moet hij aantonen dat hij vanaf de datum van de herverdeling tot 31 maart 2015 over voldoende voederoppervlakte beschikt zodat zijn globale referentiehoeveelheden 20 000 liter per hectare niet overschrijden;"

3° in hetzelfde artikel 15, § 2, wordt punt 7° geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 16, § 3, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden "heeft gebracht," en "wordt na afloop" de woorden "of voor een grotere hoeveelheid" ingevoegd.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2007.

**Art. 11.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 2007.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2007 — 4605

[C — 2007/27175]

**29 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant, en matière de personnel, les conséquences de la création des deux sociétés anonymes de droit public auxquelles sont déléguées les missions de sûreté à accomplir au sein des aéroports de Liège et Charleroi**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 39, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 septembre 2007;

Vu les protocoles n<sup>os</sup> 488 et 492 du Comité de secteur n<sup>o</sup> XVI, établis les 21 septembre 2007 et 27 novembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 d'opter pour un modèle d'organisation de gestion aéroportuaire dans lequel les tâches de sûreté sont confiées à des sociétés filiales;

Considérant l'accord intervenu avec les organisations syndicales le 28 juin 2007 et le 27 novembre 2007;